



L'Enseignement supérieur et la recherche ont besoin d'une autre politique !

**Manifestation le 1er octobre
14h à Denfert Rochereau**

Nous contacter : fsu@universite-paris-saclay.fr

La nomination de Patrick Hetzel comme ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, accueillie favorablement par France Universités (ex-Conférence des présidents d'universités), marquera **une accélération de la destruction de l'ESR**, avec un détricotage des statuts, une compression des moyens, du mépris pour la démocratie universitaire, et le retour possible à la chasse aux sorcières de l'islamogauchisme.

Dans les universités et les organismes nationaux de recherche, **le manque de moyens financiers et humains se fait cruellement ressentir**. Mais les projets de budget prévoient encore une baisse de plus de 300 millions d'euros de dotations pour l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) par rapport à 2024.

Les conséquences de ce sous-investissement dans l'ESR sont connues : non-renouvellement des départs en retraite, précarisation des personnels, réduction des budgets d'investissement. La conséquence, on la connaît : **manque de reconnaissance des personnels, dégradation des conditions de travail, baisse du pouvoir d'achat...**

Tout aussi alarmante est la mise en place de l'Acte II de l'autonomie des universités voulue par la ministre sortante. Dans plusieurs universités, comme Aix-Marseille, Pau ou Haute Alsace, des expérimentations sont menées. Ce qu'elles contiennent :

- pour les enseignant·es et enseignant·es-chercheur·se·s **la fin de la qualification nationale, la suppression de la référence aux 192 ou 384 heures de service,**
- pour les PRAG/PRCE et les BIATSS **des listes d'aptitudes et des tableaux d'avancement gérés localement,**
- la suppression des règles spécifiques des IUT

... pour ne nommer que quelques-unes des mesures envisagées dans le but de détricoter les statuts.

Le renforcement du financement des établissements par le biais de Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) pluriannuels signés entre chaque université et le Ministère soumettrait davantage les établissements aux injonctions ministérielles. Nous exigeons au contraire pour l'ESR une tout autre politique permettant de **redonner du sens à nos métiers** pour exercer une recherche de qualité, pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux et pour réussir une **véritable démocratisation de l'enseignement supérieur**.

Il est urgent de se mobiliser pour la défense des droits et des statuts des personnels, pour celle du service public de l'ESR (contre sa marchandisation) et pour préserver les libertés académiques et la liberté de la recherche. Le nouveau ministre s'est déjà fait remarquer, comme député, par sa volonté de créer une commission d'enquête dans l'ESR pour examiner la conformité de certaines opinions avec la fonction de ceux qui les expriment.

Les conditions de travail se détériorent dans tous les secteurs et la casse de la fonction publique est chaque jour plus importante. **En grève et en manifestation le 1er octobre pour le retrait de la réforme des retraites, des moyens financiers et humains pour les services publics, la hausse des salaires !**

La cyber attaque de Paris Saclay Encore une crise sans précédent !

La cyber-attaque dont l'Université Paris Saclay a été victime cet été a de nouveau plongé l'établissement et les personnels dans une période de crise.

Nous remercions l'ensemble des personnels qui ont cherché et cherchent encore sans répit des solutions depuis le 11 août et qui ont sacrifié une partie de leurs vacances - **en particulier la DSI !** Nous voulons aussi exprimer notre sympathie et notre solidarité à tous les personnels, et, en particulier, **les administratifs, dont les conditions de travail se sont encore dégradées.**

Nous constatons que l'ampleur des dégâts est comparable aux cyberattaques d'hôpitaux ou de communes, qui souffrent d'un manque d'investissement chronique dans la sécurité informatique. **Nous alertons depuis plusieurs années sur le manque de moyens pour les services centraux** : comme le souligne le rapport DEGEST, beaucoup d'entre eux sont issus des services centraux de l'ex-Université Paris-Sud et les moyens humains et financiers n'ont pas été à la hauteur pour ce changement d'échelle. Dans ces conditions, ce genre de crises ne peut qu'advenir.

Nous considérons que **les systèmes d'information sont indispensables au bon fonctionnement de notre établissement et que la sécurité, la confidentialité et la pérennité comme l'organisation de ces systèmes sont l'affaire de tous.tes.** Cette cyberattaque nous oblige à repenser totalement l'infrastructure informatique de l'université. Or, cela a été souligné : il nous faudra plusieurs mois pour sortir de cette crise. Le caractère d'urgence de remise en place des outils ne doit pas, encore une fois, nous acculer à faire précipitamment des choix stratégiques nous engageant à long terme. Au contraire, il faut les repenser posément en profondeur. Quant aux mesures transitoires, attention à leurs conséquences, comme celles de confier nos données à des entreprises privées, éventuellement tenues d'obéir aux injonctions des agences gouvernementales de leur pays d'origine.

En particulier, nous approuvons la position actuelle du président de l'université, exprimée lors du Conseil Académique du 16 septembre, affirmant que le logiciel propriétaire choisi dans l'urgence n'est que temporaire. Nous suivons attentivement le **retour à des logiciels libres qui assurent le contrôle des données et la souveraineté numérique. Toute solution définitive ne pourrait être adoptée sans information, discussion et approbation par le CA.** Le cahier des charges devra prendre en compte la souveraineté numérique, s'appuyer sur les compétences existant en interne, prendre en considération les coûts à long terme et la question de la pérennité et de la confidentialité des données.